

Royaume du Maroc



*Département de l'Economie, des Finances
et de la Privatisation*

*Direction de la Politique
Economique Générale*

Salaire d'efficience et alignement des salaires sur les prix

- Juillet 2001 -

Mohamed MOUIME

Document de travail n° 66

Ce document de travail engage la responsabilité de son auteur. Il est diffusé par la Direction de la Politique Economique Générale pour introduire un débat sur le sujet en question et susciter des observations.

Le salaire minimum entend garantir aux travailleurs une rémunération convenable et augmenter la productivité du travail. Cette idée, qui remonte au début du siècle, est aujourd'hui partagée par de nombreux auteurs s'inspirant de la théorie du salaire d'efficience ou d'autres courants de pensée.

La présente note a pour but de vérifier empiriquement si le salaire minimum au Maroc a une incidence positive sur la productivité du travail et d'étudier l'existence de pratiques de salaires d'efficience. La méthode utilisée consiste à estimer trois équations : une équation de salaire, une équation de production et une équation de productivité. Il s'agit de mesurer l'impact du salaire minimum sur le salaire moyen ainsi que l'impact du salaire moyen sur la productivité. Les trois équations seront estimées à partir de données sectorielles sur la période 1980-1999.

Après une revue des principaux enseignements théoriques sous-jacents à une liaison positive salaire-productivité, notamment ceux de la théorie du salaire d'efficience, les conclusions des estimations économétriques seront présentées.

La dernière partie de ce document sera réservée à la question de l'alignement du salaire sur l'inflation. Elle démontrera la liaison entre salaire nominal et inflation à l'aide d'une équation faisant ressortir les effets des prix et de la productivité sur le salaire nominal.

1. La Relation Théorique Salaire-Productivité

Le salaire peut avoir un effet positif sur la productivité du travail lorsque la rémunération influence positivement l'effort productif consenti par le travailleur ou lorsque le paiement de salaires élevés incite ou contraint l'employeur à une amélioration de la productivité du travailleur.

L'idée d'une liaison positive entre niveau de salaire et effort productif du salarié n'est pas nouvelle. Elle remonte à Alfred Marshall¹. Ce dernier pense qu'il est dans l'intérêt des employeurs de verser un salaire élevé "parce qu'ils doivent être mobilisés pour améliorer le bien être de ceux qui travaillent pour eux", mais aussi car de tels salaires augmentent la capacité de travail.

Des auteurs depuis se sont faits les avocats des enseignements de Marshall qui reposent sur un renversement complet de la relation salaire-productivité traditionnelle. Ils estiment que l'institution d'un salaire minimum légal pourrait, en contraignant les employeurs à verser des salaires plus élevés, avoir un effet favorable sur la productivité des travailleurs et constituer par là une mesure de politique économique souhaitable.

Ces auteurs appuient ainsi la théorie du salaire d'efficience proposée par Leibenstein², à savoir celle d'un lien entre le niveau de salaire, le niveau de vie et la productivité. Ce dernier suggère qu'il peut être avantageux pour une entreprise de payer des salaires élevés même si cela a pour conséquence le chômage.

Les fondements de la théorie du salaire d'efficience se basent également sur des considérations d'équité, d'incitation, de contrôle et de fidélisation de la main-d'œuvre.

¹ A. Marshall, Principes d'économie politique, Paris, 1971.

² H. Leibenstein, Economic Backwardness and Economic Growth, New-York, 1957.

2- Vérification empirique

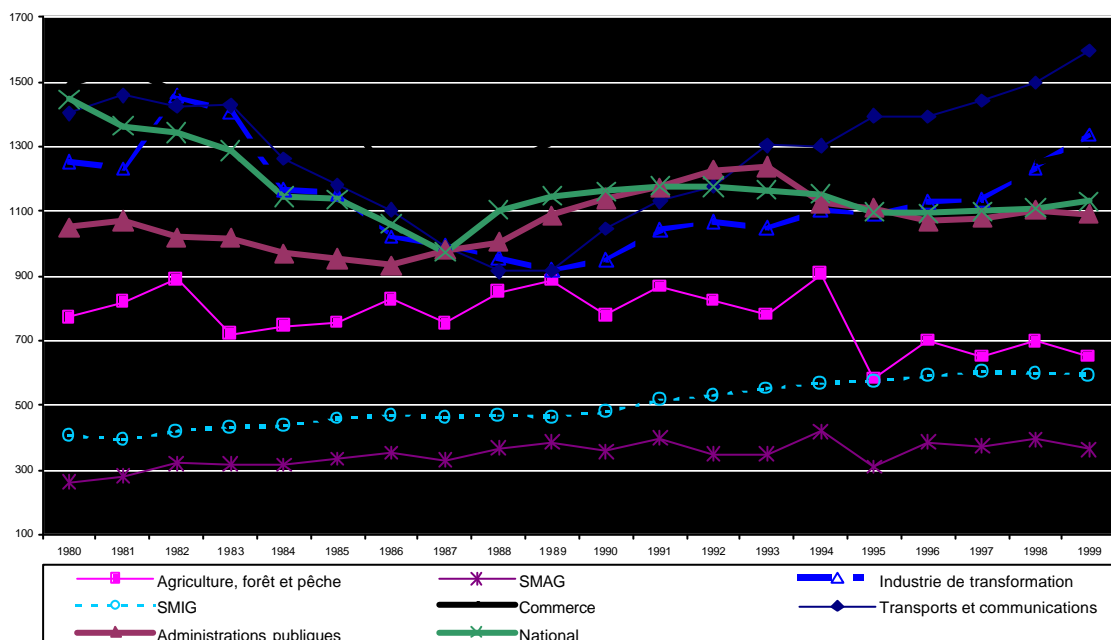
Au Maroc, le salaire minimum contribue-t-il à relever d'une manière significative le niveau du salaire moyen par secteur? Si tel est le cas, ce mouvement se traduit-il par une plus grande motivation des salariés, les incitant à accroître leur productivité? Telles sont les questions auxquelles cette partie de la note essaiera de répondre à travers une analyse économétrique, en procédant en deux étapes. La première étape consiste à identifier l'impact du salaire minimum sur les politiques salariales sectorielles. La seconde analyse les effets qu'une modification salariale entraîne sur la productivité.

2.1- **Effets du salaire minimum sur le salaire moyen**

Après une présentation de la configuration salariale des secteurs étudiés, il sera procédé à des estimations économétriques pour tenter de comprendre les effets que peut avoir le salaire minimum sur les politiques salariales au Maroc.

?? *Evolution des salaires au Maroc*³

Evolution des salaires réels moyens annuels (base 1980)



☞ Au cours de la période 1980-1999, les salaires nominaux moyens ont enregistré une croissance annuelle variant de 4 à 7,7% selon les secteurs d'activité (voir tableau en annexe). Par contre, le salaire réel moyen, dans la majorité des secteurs, a accusé une baisse durant les années 80 due notamment au niveau élevé de l'inflation.

☞ Pour la sous-période 1987-1999, les salaires réels ont enregistré néanmoins une hausse suite au ralentissement du rythme de l'inflation et à la valorisation successive du salaire minimum et des autres salaires dans l'administration publique et dans le secteur privé.

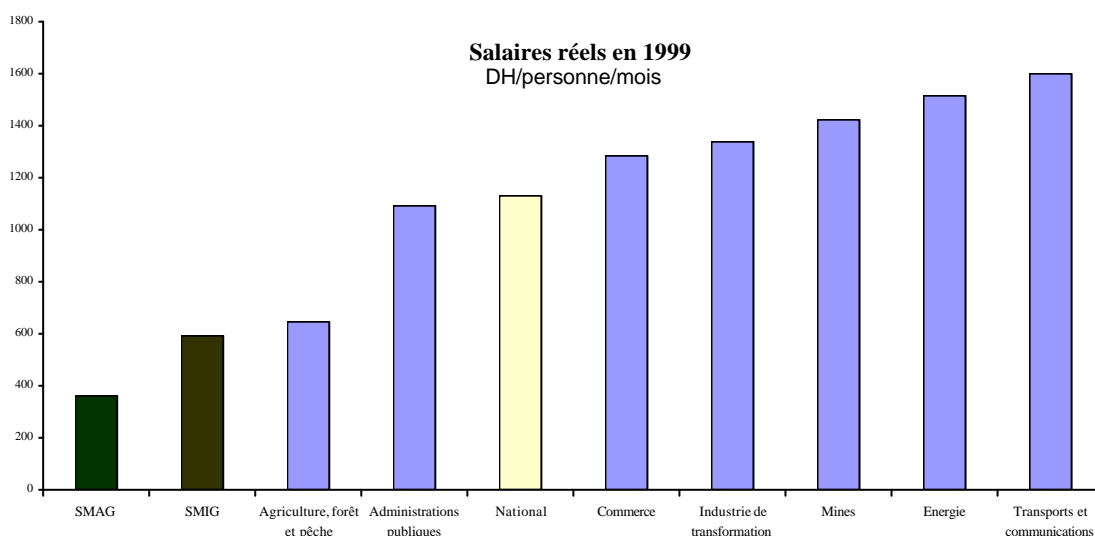
³ Les salaires étudiés sont constitués des statistiques de la CNSS, des frais du personnel tirés des résultats de l'enquête sur les industries de transformation et des salaires du personnel de l'Etat. Pour obtenir les salaires réels, les déflateurs implicites des valeurs ajoutées ont été utilisés (base 1=1980). Le SMAG et le SMIG ont été déflatés respectivement par les déflateurs implicites de l'agriculture et du BTP.

En termes réels, le SMIG et le SMAG ont connu une hausse respectivement de 2,0% et 1,7% l'an durant la période 1980-1999, ce qui montre que le salaire minimum au Maroc a augmenté plus vite que l'inflation, engendrant une amélioration du pouvoir d'achat des salariés correspondants.

Les salaires réels moyens sectoriels sont peu dispersés. Ceci s'explique, en partie, par le fait que les entreprises marocaines ont un personnel d'encadrement réduit en raison à la fois de leur taille, souvent petite, et des difficultés de recrutement de cadres qualifiés ou adaptés aux besoins de l'entreprise. Le recours accru aux travailleurs temporaires pourrait être à l'origine de cette concentration des salaires moyens, dans la mesure où ces travailleurs reçoivent en général des salaires moins élevés. Ce phénomène peut également être imputé à la réduction de l'horaire du travail du personnel permanent dans de nombreuses entreprises pendant les périodes de ralentissement économique.

La baisse des salaires réels et la hausse de l'emploi ont coïncidé avec la dégradation de la productivité apparente de la main-d'œuvre sur la période 1980-1999. Ces tendances montrent que le niveau des salaires a une influence sur l'emploi et que la productivité est sensible aux fluctuations des salaires. En effet, durant la période 1980-1999, les salaires réels ont baissé de 1,3%, l'emploi a augmenté de 3,2% et la productivité a reculé de 0,1%.

La distribution sectorielle des salaires réels en 1999 montre que les entreprises et l'administration paient généralement des salaires réels moyens supérieurs au salaire minimum et que le salaire moyen payé par l'administration publique est inférieur au salaire moyen national.



Approche économétrique :

Les résultats des estimations économétriques présentées dans le tableau 2 en annexe apparaissent satisfaisantes comme en témoigne les tests effectués. Ils permettent d'obtenir, par identification, les paramètres structurels relatifs aux ajustements des salaires réels aux salaires désirés et les effets directs du salaire minimum sur les salaires réels (vitesses d'ajustement des salaires moyens, élasticités à court et à long termes,...) (voir encadré dans la page suivante).

Les résultats d'estimation des équations salariales font ressortir qu'un relèvement du salaire minimum contribuerait à rehausser le salaire moyen dans l'entreprise (ou globalement au niveau du secteur). L'importance de cet impact varie cependant selon le secteur d'activité. Toutefois, une augmentation du SMIG ne se répercute qu'en partie sur les salaires moyens puisque les élasticités à court terme sont toutes inférieures à l'unité. Par contre, l'élasticité à long terme des salaires réels moyens par rapport au salaire minimum est supérieure à l'unité.

Le retard d'ajustement des salaires réels moyens effectifs aux salaires réels moyens désirés est supérieur à une année pour l'ensemble des secteurs (voir encadré ci-après).

La vitesse d'ajustement des salaires réels moyens effectifs aux salaires réels moyens désirés est variable selon les secteurs : 0,10 pour les autres services à 0,35 pour le secteur minier.

Encadré : Paramètres structurels à partir des équations de salaires réels

La forme des équations estimées: $\log(W_t) = A \cdot \log(\text{SMIG}_t) + B \cdot \log(W_{t-1}) + C$					
W_t : salaire réel à l'année t					
1-B = vitesse d'ajustement du salaire réel effectif au salaire réel désiré.					
$B/(1-B)$ = retard d'ajustement du salaire réel effectif au salaire réel désiré.					
A = élasticité à court terme du salaire réel au salaire minimum.					
$A/(1-B)$ = élasticité à long terme du salaire réel au salaire minimum.					
Secteur		1-B	B/(1-B)	A	A/(1-B)
Agriculture, forêt et pêche :	wag	0,33	2,03	0,38	1,15
Mines :	wm	0,35	1,86	0,40	1,14
Energie:	we	0,29	2,45	0,33	1,14
Industrie de transformation :	wim	0,21	3,76	0,23	1,10
Industrie agro-industrie :	wiag	0,33	2,03	0,37	1,12
Industrie textile et cuir :	witex	0,25	3,00	0,27	1,04
Industrie chimique et para-chimique:	wich	0,30	2,33	0,35	1,17
Industrie mécanique et métallurgique:	wimm	0,20	4,00	0,23	1,15
Industrie électrique et électronique :	wiele	0,31	2,23	0,38	1,23
Commerce :	wcom	0,17	4,88	0,19	1,12
Transport et communication :	wtcom	0,21	3,76	0,24	1,14
Autres services :	waser	0,10	9,00	0,10	1,02
Administration publique :	wg	0,14	6,83	0,16	1,14
National :	w	0,20	4,00	0,22	1,12

2.2. Impact du salaire moyen sur la productivité

L'augmentation des coûts de production qu'implique le relèvement du salaire minimum pourrait être compensée, partiellement ou totalement, par une hausse de la productivité. Les effets sur l'emploi dépendent alors de l'élasticité de la productivité par rapport au salaire. Si l'augmentation de salaire minimum entraîne une hausse plus que proportionnelle de la productivité, le coût unitaire du travail diminue et l'emploi augmente.

A cet effet, il convient de mettre en lumière la relation entre la productivité et le salaire réel du secteur qui est positivement influencée par le salaire minimum. La théorie du salaire d'efficience stipule en effet que l'effort au travail du salarié est une fonction croissante de sa rémunération⁴. Un lien positif entre les deux variables devrait donc être observé.

Pour ce faire, une fonction de production de type Cobb-Douglas a été d'abord estimée :

$$(1) \quad [Y] = \text{Log}(VA) = a \cdot \log(K) + b \cdot \log(E) + c$$

?? Les résultats relatifs à la fonction de production (estimées sans contraintes sur les coefficients) sont mentionnés dans le tableau 3. Ils sont sans surprise : les écarts d'effectifs et de stocks de capital⁵ entre les secteurs expliquent, pour une grande part, les différences de productivités constatées.

?? Les équations estimées au niveau national et au niveau des industries de transformation montrent que la somme des coefficients de l'emploi et du capital est inférieure à l'unité ($a+b < 1$), cela veut dire que les rendements d'échelle sont décroissants. Ces rendements sont presque unitaires pour les industries de la chimie et para-chimie ($a+b = 0,98 \# 1$) qui utilisent une technologie avancée (élasticité de la production par rapport au capital de l'ordre de 0,73) et une main-d'œuvre qualifiée.

?? Les industries du textile et cuir ($a+b=0,64 < 1$) enregistrent les rendements d'échelle les plus faibles par rapport aux autres industries de transformation.

Tableau 3 : Résultats des estimations des fonctions de production⁶

Valeur ajoutée	Elasticité de l'emploi (a)	Elasticité du capital (b)	Constante (c)	R ²	DW
National	0,60 (1,5)	0,20 (0,8)	0,6 (0,3)	0,89	1,0
Industrie de transformation	0,49 (2,4)	0,30 (3,7)	0,55 (0,5)	0,91	1,2
Industrie agro- industrie	0,43 (1,3)	0,43 (5,6)	0,07 (0,8)	0,81	1,4
Industrie textile et cuir	0,47 (2,7)	0,17 (1,6)	1,3 (0,9)	0,97	1,5
Industrie chimique et para-chimique	0,25 (3,5)	0,73 (6,6)	0,2 (2,0)	0,89	2,3
Industrie mécanique et métallurgique	0,40 (1,6)	0,48 (5,7)	0,3 (0,7)	0,87	1,6
Industrie électrique et électronique	0,36 (1,5)	0,48 (5,8)	0,08 (0,7)	0,88	1,4

⁴ Grimaud A., Analyse macroéconomique, Montchrestien, 1999.

⁵ Pour l'industrie de transformation le cumul des données sur les investissements tirés de l'enquête industrielle a été utilisé.

⁶ Les équations sont estimées en logarithme.

Les résidus calculés pour chacune des équations du tableau 3, qui correspondent en fait à la partie de la productivité restée inexpliquée par la fonction de production classique (équation 2), sont ensuite utilisés comme un indice de productivité (ITFP) qui sera expliqué par le salaire moyen :

$$(2) \quad Y - [Y] = \text{TFP} = d \cdot w + e$$

En l'absence de données détaillées sur l'emploi par qualification et par secteur d'activité et sur la décomposition des rémunérations (salaires par catégorie de qualification, primes,..), la productivité totale des facteurs sera expliquée uniquement par le salaire moyen et une constante.

Le tableau 4 présente les résultats obtenus des estimations des équations de la productivité « résiduelle ».

Tableau 4 : Résultats de l'estimation de l'équation 2⁷

Productivité du travail	coefficient du salaire moyen (d)	Constante (e)	R ²	DW
National	0,004 (3,4)	-4,7 (-3,1)	0,55	2,1
Industrie de transformation	0,002 (1,8)	-1,8 (-1,1)	0,23	1,6
Industrie agro-industrie	0,002 (5,1)	-1,5 (-4,5)	0,58	1,3
Industrie textile et cuir	0,002 (1,2)	-1,5 (-2,1)	0,62	1,9
Industrie chimique et para-chimique	0,001 (2,1)	-1,8 (-2,2)	0,61	1,2
Industrie mécanique et métallurgique	0,0001 (0,1)	-0,3 (-0,1)	0,44	1,8
Industrie électrique et électronique	0,21 (2,7)	-431 (-2,7)	0,87	1,1

Les prédictions de la théorie du salaire d'efficacité sont donc confirmées ($d > 0$) : une augmentation de la productivité semble pouvoir être directement obtenue par le chef d'entreprise à travers une augmentation des rémunérations. Il est intéressant de noter que ce levier potentiel d'accélération des performances peut s'appliquer aussi bien pour les salariés qualifiés que pour les salariés non qualifiés.

Tout relèvement du salaire minimum semble entraîner une amélioration de la productivité du travail, via son effet positif sur le salaire moyen. Toutefois, cet effet n'est pas important, l'augmentation induite de la productivité suite à une hausse du salaire minimum n'est pas proportionnelle. Ceci veut dire que l'augmentation des coûts de production suscitée par la hausse du salaire minimum ne peut pas être compensée totalement par l'amélioration de la productivité.

⁷ Les équations sont estimées en logarithme

3- Alignement du salaire sur l'inflation

3.1- Fondements théoriques

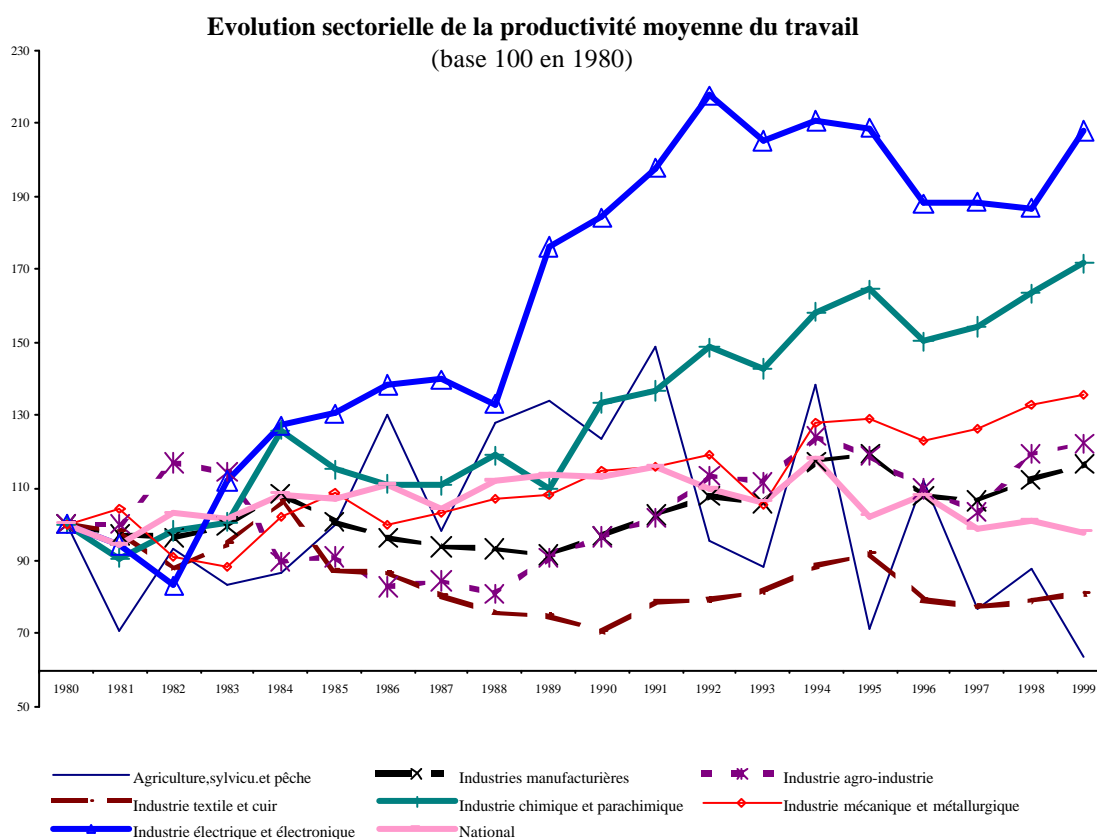
A la suite de la découverte empirique de A.W. Phillips, il est apparu que le taux d'accroissement des salaires nominaux pour l'économie dans son ensemble s'élève lorsque le taux de chômage décline.

Depuis cette découverte, de nombreux perfectionnements ont été apportés à l'étude menée par A.W. Phillips en vue d'améliorer l'explication de la hausse des salaires. Ces perfectionnements ont consisté principalement en l'introduction de la variable indice du coût de la vie (ou du niveau général des prix) et de la productivité du travail.

3.2- Evolution de la productivité du travail⁷

Pour le Maroc, l'analyse des données de la productivité moyenne du travail durant la période 1980-1999 fait ressortir que :

- ?? l'économie nationale a enregistré une stagnation au niveau de la productivité du facteur travail.
- ?? certains secteurs ont accusé une baisse de productivité comme l'agriculture (-2,3% par an) et l'industrie du textile et cuir (-1,1% par an).
- ?? l'industrie électrique et électronique, l'industrie de la chimie et para-chimie, et l'industrie mécanique et métallurgique ont enregistré une hausse de productivité respectivement de 3,9%, 2,9% et 1,6% par an.



⁷ Le rapport entre la valeur ajoutée réelle et l'emploi.

3.3- Approche économétrique

Pour vérifier ces effets, l'équation (3) qui décrit le salaire nominal moyen national en fonction de l'inflation (ICV) et de la productivité moyenne du travail (PVTE) est estimé ainsi :

$$(3) \quad \text{Log(WN)} = + a*\text{log(ICV)} + b*\text{log(PVTE)}$$

Tableau 5 : Résultats d'estimation de l'équation 3 par secteur

Salaire nominal moyen	a	b	R ²	DW
National	0,86 (15,2)	0,74 (157)	0,95	1,1
Industrie de transformation	0,79 (20,5)	0,73 (247,6)	0,97	2,2
Industrie agro-industrie	0,83 (15,4)	0,71 (176,3)	0,96	1,5
Industrie textile et cuir	1,0 (20,5)	0,72 (169)	0,96	1,9
Industrie chimique et para-chimique	0,53 (11,9)	0,75 (227)	0,97	2,0
Industrie mécanique et métallurgique	0,68 (27,0)	0,75 (387,3)	0,99	2,1
Industrie électrique et électronique	0,41 (9,9)	0,80 (245,4)	0,98	2,2
Energie	0,40 (4,9)	0,69 (126,7)	0,92	1,4
Agriculture	0,97 (8,0)	0,76 (73,8)	0,72	1,6

Il ressort des résultats d'estimation de l'équation (3) que :

- ?? les élasticités à court terme du salaire nominal par rapport à l'ICV et la productivité sont toutes positives et inférieures à l'unité sauf pour le secteur du textile et cuir (égale à 1), ce qui signifie qu'une hausse des prix ne se répercute pas totalement sur les salaires.
- ?? la hausse induite des salaires suite à une hausse des prix stimulerait la productivité dans tous les secteurs étudiés. La hausse induite de la productivité serait différente d'un secteur à un autre. En effet, elle serait moins importante que celle des salaires dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie agroalimentaire, et de l'industrie du textile et cuir, ainsi qu'au niveau national. Au niveau de ces secteurs, les salariés verraient leur part dans la production nationale augmenter au détriment des profits des entreprises. Devant cette situation, les coûts unitaires du travail augmenteraient et les entreprises seraient amenées à relever les prix. La hausse des prix pourrait entraver la compétitivité de l'économie dans ces secteurs.

?? dans les secteurs de l'énergie, la chimie et para-chimie, la mécanique et métallurgie et le matériel électrique et électronique, la hausse induite de la productivité serait plus importante que celle des salaires, ce qui réduirait les coûts unitaires du travail et augmenterait les profits des entreprises.

3.4- Propositions d'alignement

Sur la base des conclusions des paragraphes 2.2 et 3.3, l'alignement des salaires sur les prix doit être modulé en fonction des productivités sectorielles puisque les gains de productivité suite à une hausse des salaires générée par une indexation seraient différents.

A cet effet, deux propositions d'alignement sont formulées :

?? *Première proposition* : l'alignement peut être parfait ou partiel ou en fonction d'un niveau donné de l'inflation et doit tenir compte de:

- la productivité sectorielle.
- la position du secteur (tourné vers le marché local ou vers l'extérieur).
- la région économique et de ses spécificités

?? *Deuxième proposition* consiste à pratiquer un alignement au niveau national avec des abattements qui tiennent compte :

- de la productivité sectorielle.
- de la position du secteur (tourné vers le marché local ou vers l'extérieur).
- des encouragements accordés aux entreprises pour favoriser l'emploi permanent et la première embauche.

Conclusion

Des développements précédents, il apparaît que le salaire minimum au Maroc contribue clairement à rehausser le salaire moyen dans les secteurs d'activité économique et entraîne une hausse de la productivité, conformément aux enseignements de la théorie du salaire d'efficience.

L'amélioration de la productivité du travail qu'entraîne la valorisation du salaire minimum est moins importante que celle des salaires dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie agroalimentaire, et de l'industrie du textile et cuir. Ce qui signifie que les salariés dans ces secteurs verront leur part dans la production augmenter au détriment des profits des entreprises. Devant cette situation, les entreprises sont amenées à relever les prix, ce qui peut entraver leur compétitivité.

Par contre, dans les secteurs de l'énergie, la chimie et para-chimie, la mécanique, la métallurgie et notamment l'électrique et électronique, la hausse de la productivité est plus importante que celle des salaires, ce qui réduit les coûts unitaires du travail et augmente les profits et la compétitivité.

A cet effet, un véritable partenariat entre patronat et syndicats devra être favorisé par l'Etat afin que la politique salariale soit modulée en fonction de la compétitivité et de la productivité sectorielle des entreprises.

Quant à l'alignement des salaires sur les prix, il est généralement considéré comme un moyen d'apaisement des tensions sociales au niveau de l'entreprise. Toutefois, si l'on envisage de le pratiquer au Maroc, il est recommandé de tenir compte de la productivité et de la position du secteur, ainsi que des spécificités des différentes régions économiques.

Ces premiers résultats, obtenus à partir d'une méthode simple, mettent en évidence la nécessité d'approfondir le lien entre salaire minimum, salaire d'efficience et productivité dans notre pays.

Annexe

Tableau 1 : Evolution des taux des salaires moyens sectoriels

<i>Secteurs d'activités</i>	<i>En %</i>					
	1980-1986		1987-1999		1980-1999	
	<i>Nominal</i>	<i>Réel</i>	<i>Nominal</i>	<i>Réel</i>	<i>Nominal</i>	<i>Réel</i>
Agriculture, forêt et pêche	8,1	1,1	4,0	-1,2	4,9	-0,9
SMAG	12,3	5,0	6,1	0,8	7,7	1,7
Mines	10,2	5,6	4,4	0,0	6,2	2,6
Energie	5,9	-15,3	6,4	4,8	6,4	-1,7
Industrie de transformation	6,8	-3,4	5,5	2,5	5,7	0,3
Industrie agro-industrie	5,8	-4,0	6,6	3,1	6,1	0,7
Industrie textile et cuir	9,8	-2,2	5,3	3,6	6,5	1,4
Industrie chimique et para-chimique	6,5	-3,5	6,0	3,1	6,0	0,7
Industrie mécanique et métallurgique	6,0	-5,0	4,6	1,1	4,9	-1,0
Industrie électrique et électronique	7,9	2,4	4,6	-0,2	5,5	0,9
SMIG	12,3	2,4	6,1	2,1	7,7	2,0
Commerce	5,8	-3,5	3,0	0,5	4,0	-0,8
Transports et communications	6,5	-3,9	4,9	4,1	5,1	0,7
Autres services	6,8	-8,3	2,4	-5,0	3,9	-6,0
Administrations publiques	6,7	-2,0	5,2	0,9	5,8	0,2
National	4,2	-5,0	5,4	1,3	4,4	-1,3

Tableau 2 : Résultats des estimations⁸

Equation estimée : $\log(W_t) = A \cdot \log(SMIG_t) + B \cdot \log(W_{t-1}) + C$

W_t : salaire réel à l'année t

Salaire moyen par secteur		A	B	C	R ² (1)	DW (2)
Agriculture, forêt et pêche :	wag	0,38 (2,8)	0,67 (5,5)		0,91	1,6
Mines :	wm	0,40 (2,3)	0,65 (4,4)		0,89	1,6
Energie:	we	0,33 (4,0)	0,71 (9,8)		0,88	2,0
Industrie de transformation :	wim	0,23 (3,4)	0,79 (12,9)		0,84	2,1
Industrie agro-industrie :	wiag	0,37 (4,2)	0,67 (8,6)		0,81	1,8
Industrie textile et cuir :	witex	0,26 (2,7)	0,75 (7,8)		0,84	2,0
Industrie chimique et para-chimique :	wich	0,35 (3,7)	0,70 (9,6)		0,75	2,6
Industrie mécanique et métallurgique :	wimm	0,10 (2,1)	0,92 (23,1)		0,89	2,6
Industrie électrique et électronique :	wiele	0,38 (2,1)	0,69 (4,7)		0,33	2,3
Commerce :	wcom	0,19 (1,9)	0,83 (13,1)		0,75	1,9
Transport et communication:	wtcom	0,24 (2,6)	0,79 (9,6)		0,88	1,1
Autres services :	waser	0,10 (2,0)	0,90 (21,5)		0,92	1,6
Administration publique :	wg	0,16 (2,1)	0,86 (13,0)		0,95	2,0
National :	w	0,22 (2,8)	0,80 (11,7)		0,80	1,4

(1) Correspond au coefficient de corrélation

(2) DW : correspond au test Durbin-Watson

(..) Les chiffres entre parenthèses correspondent au test de Student.

⁸ Les équations sont estimées en logarithme.